

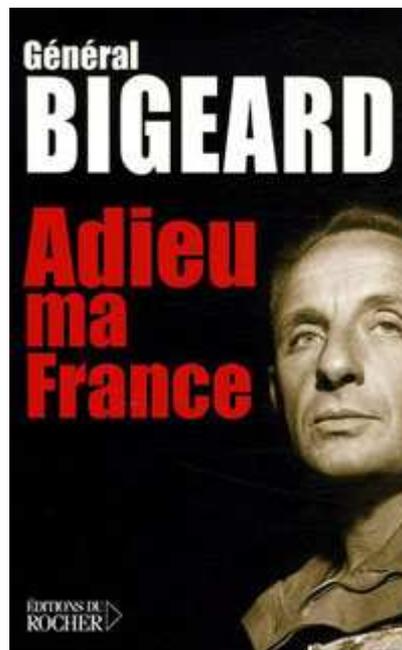
**« Adieu ma France » le livre testament du général Bigeard plus actuel que jamais
Publié le vendredi 18 avril 2008**

"Adieu ma France... Tu n'es plus celle que j'ai connue, le pays du respect des valeurs, de l'hymne et du drapeau, le pays de la fierté d'être français. Adieu ma France des trafics en tous genres, du chômage, de l'islamisme, de la polygamie, du laxisme, de la permissivité, de la famille décomposée... Adieu ma France réduite à l'état d'urgence, ma France déconstruite, en guerre avec elle-même. Je veux, néanmoins, demeurer optimiste et croire en ton sursaut. Mais qui te sauvera ?

Le livre testament du général Bigeard

(...)Un homme qui saurait se mettre tout entier à son service, sans magouille, sans en retirer pour lui-même le moindre profit, mais qui se donnerait entièrement, et de façon désintéressée, au sauvetage du pays, à la relance de la France."

Extrait de « Adieu ma France », du général Bigeard, Editions du Rocher



Constitution européenne

Ce texte, j'ai voté contre, parce qu'à mes yeux il ne répond pas à l'attente des citoyens de l'Union européenne. Je revois Chirac et Schröder, se tenant la main, se congratulant d'être les leaders de l'Europe. Or la France et l'Allemagne étaient malades. L'association de deux malades n'a jamais donné la santé !

Turquie

Pour moi, la Turquie est le prochain enjeu majeur de l'islamisme. La Turquie est une puissance en partie européenne, qui souhaite s'intégrer très rapidement à la construction politique qui lie vingt cinq États du Vieux Continent.

La Turquie, le rêve inespéré de tout islamiste. À contaminer de toute urgence ! Les grandes manoeuvres ont d'ailleurs déjà commencé. On le sait, le parti au pouvoir à Ankara se définit comme

« islamiste modéré ». Je ne vois pas très bien en quoi consiste un islamisme qui serait « modéré », mais enfin passons.

La Turquie, c'est le cheval de Troie du fondamentalisme pour tenir l'Europe sous sa coupe, pour faire peser sur notre continent une épée de Damoclès tellement efficace que les Européens préféreront une assimilation, lente et sournoise, à un combat qui ne semble plus à leur hauteur. Voilà pourquoi je m'oppose résolument, totalement, absolument à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne et même à l'ouverture de négociations allant dans ce sens.

Parlons en, des « négociations » !

J'aimerais que l'on m'explique comment « négocier » avec un pays qui se refuse à reconnaître officiellement l'un des États membres de l'organisation dans laquelle il aspire à entrer. Je veux parler de Chypre, bien évidemment. Comment négocier avec un État qui se refuse tout aussi obstinément à reconnaître ses responsabilités dans le génocide qui décima les Arméniens en 1915 ? Et comment négocier avec un pays qui, le plus officiellement du monde, déclare qu'il entend rejeter l'héritage laïc d'Atatürk, le fondateur de la Turquie moderne, pour lui substituer une constitution fondamentaliste ? Quand on me dit que la Turquie est « mûre » pour rejoindre l'Europe, cela me fait bondir.

L'Europe, je le crains, paiera très cher son aveuglement. Il est temps, grand temps d'arrêter de jouer avec le feu. Et plus largement, prenons toutes les mesures d'urgence pour arrêter ce cancer de l'islamisme qui gangrène le monde.

Islamisme

Oui c'est sérieux ! Très sérieux même, car la voile n'est qu'une étape, la première, pour imposer à la France, comme à tous les pays occidentaux, des conceptions qui sont radicalement étrangères à notre identité, à notre histoire et à notre culture.

On commence par la voile puis on risque de finir par accepter que certaines femmes adultères soient lapidées. À ce rythme on tolérera un jour la polygamie et, pourquoi pas, l'excision ! Eh bien, je prends le pari qu'en France, d'ici quelques années, les idolâtres du politiquement correct feront passer pour un acte de racisme insupportable le fait de refuser à des musulmans français ou vivant en France de s'adresser à des tribunaux religieux, appliquant un droit à la fois moyenâgeux et inhumain.

Immigration

Si un immigré a, bien entendu, des droits, il a aussi des devoirs et l'immigré qui ne veut pas s'intégrer à la culture de son pays d'accueil ne fait que scier la branche sur laquelle, pourtant, il veut s'asseoir. Je reviens sur ma consternation le soir du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002, lorsque j'ai vu une cohorte de jeunes des banlieues, issus de l'immigration maghrébine, brandir et agiter fièrement, place de la République, devant le couple Chirac, des drapeaux algérien et marocain.

Je reviens sur cet événement car cette image, en quelque sorte, résume tout. L'oubli du patriotisme et la disparition de l'identité française. Le danger que fait peser sur l'avenir de notre pays le refus de s'intégrer de millions d'immigrés, ou de leur progéniture. La perte de prestige moral d'une fonction dont le titulaire devrait pourtant être au dessus de tout soupçon. Et aussi, bien sûr, la confusion des valeurs dans un pays qui va à vau l'eau, que plus rien ne structure de manière cohérente, qui semble ne plus avoir d'avenir en tant que nation.

Je reviens également sur l'ascendant que prend, chaque jour un peu plus, l'islam dans notre pays, mais surtout l'islamisme. Qui aurait pu prévoir cela dans ma jeunesse ? Qui aurait imaginé le bouleversement de notre nation ? La nation est, pour moi, une idée essentielle, fondatrice dans la vie en commun d'un pays. On bâtit un État à partir d'un sentiment national, partagé par les habitants du pays considéré.

Terrorisme islamiste

Arrêtons-nous encore sur le problème du terrorisme islamiste : L'Europe, l'Europe des 25, croit être une forteresse imprenable, tellement bien défendue qu'aucun danger ne peut la menacer. Elle est fière de sa puissance économique, de sa richesse, du niveau de vie de ses habitants, de ses institutions politiques, des démocraties qui fonctionnent plutôt bien, même si évidemment beaucoup de choses sont perfectibles.

Eh bien l'Europe, ce colosse aux pieds d'argile, ce « tigre de papier » comme diraient les Chinois, se trompe. Elle est en guerre, déjà, mais elle ne veut pas le voir, elle ne veut pas le savoir. Elle se croit protégée, prémunie contre toute attaque et refuse de se confronter à la réalité des faits.

Or cette réalité, c'est qu'elle est encerclée, infiltrée. Une guerre sournoise de subversion souterraine s'insinue un peu plus chaque jour. Pour ne pas en être conscient, il faudrait être aveugle ou stupide. Faut-il rappeler le nombre de réseaux islamistes qui trouvent en Europe des bases arrière accueillantes et complaisantes ? J'en ai déjà parlé dans certains chapitres précédents. Et si j'aborde à nouveau ce thème en fin de livre, c'est pour bien insister sur l'ampleur de ce danger car j'ai souvent l'impression que les Français ne veulent pas y prêter attention. Un peu la politique de l'autruche : on ne veut pas regarder en face, la menace qui plane.

Repentance

La France est la risée du monde entier. Et parmi nos attitudes, pour le moins discutables, parmi les nombreuses « repentances », comme on jargonne aujourd'hui, la plus récente vaut le détour.

C'était à Madagascar, un pays que je connais bien pour y avoir vécu lorsque je commandais les forces françaises de l'océan Indien. En visite officielle dans ce pays, en juillet 2005, Chirac a présenté les excuses de la France pour la répression musclée de l'insurrection de 1947, répression que je me refuse à qualifier de « massacres ». Cela donnait, dans le texte : « Il faut évoquer les pages sombres de notre histoire commune et avoir conscience du caractère inacceptable des répressions engendrées par les dérives du système colonial. »

Mais pourquoi aller se coucher comme ça, alors que tout le monde sait qu'il s'agissait d'une autre époque ? Pourquoi éprouver le besoin de se repentir, quand les autres ne le font pas, quand les autres, de plus, ne l'exigent pas et comprennent mieux la situation que nous ne la comprenons nous mêmes ?

La réponse du président malgache Ravalomanana en est la meilleure preuve : « C'est du passé. Je suis né en 1949, et non en 1947. Je pense à l'avenir. Ce n'est pas une source de blocage pour travailler ensemble. » (...)

Réagir

Alors, la France est elle prête à l'affrontement ?

J'ai bien peur que non. Et cela pour plusieurs raisons. La toute première, c'est que la France n'est plus une société homogène et structurée. Le corps social du pays n'est plus sain. Qu'est ce qu'un corps social sain ? Une population qui sait conserver la mémoire du passé et des combats collectifs qui ont été menés. Ce n'est plus le cas de notre pays. La transmission ne se fait plus et les commémorations les plus solennelles font plutôt rire qu'autre chose.

Qu'il s'agisse de la fête nationale, le 14 Juillet, ou du souvenir des deux guerres mondiales, le 11 novembre et le 8 mai, de la guerre d'Indochine, ou de celle d'Algérie, de moins en moins de Français se sentent concernés.

Je souhaite vivre encore dans une société française fière de ses racines et de sa spécificité. Et ce n'est pas une question de couleur de peau. C'est une question d'état d'esprit, d'attitude. Aujourd'hui, défendre l'identité française vous fait souvent suspecter d'être un suppôt du Front national, ce qui

n'est absolument pas le cas en ce qui me concerne. J'ai du respect pour un Le Pen, tout comme pour Arlette Laguillier parce que tous deux sont adeptes de ma devise « Être et durer » !

La seule protection réellement efficace qui vaille, c'est de sortir la France de son inertie, de sa surdité et de son aveuglement.

Je ne cesse de l'écrire tout au long de ces pages, la France est entrée dans un processus de déliquescence. J'ai l'impression tenace que, si le cours des choses ne change pas radicalement, le pays va à sa perte. Qu'il est en voie de désagrégation et que ce n'est pas son identité seule qui est menacée, mais bel et bien jusqu'à son existence. Et je le répète, sans craindre de lasser le lecteur, la France va traverser une crise très profonde, à la fois politique, économique et surtout, morale.

C'est donc à un réarmement moral du pays que je veux appeler en rédigeant ces pages, afin de conjurer la menace qui risque de nous engloutir corps et biens. Je pourrais, sur les affaires, rédiger des livres entiers. Mais en résumé, que faut il retenir de ce constat ? Tout simplement que, pour sortir la France de sa torpeur, l'une des toutes premières conditions est de restaurer la morale publique dans le pays.

Morale publique sans laquelle rien ne peut être fait de durable, car les Français n'ont plus confiance dans les hommes qui les gouvernent actuellement. Ils les prennent pour des margoulines et croient que ces responsables politiques pensent d'abord à eux, avant de se soucier du bien commun et du sort de leurs concitoyens.

Nos dirigeants doivent être des gens propres, irréprochables, ce ne sera qu'à cette seule condition qu'on pourra au moins les écouter et les prendre au sérieux.

La démission est allée trop loin, dans tous les domaines, pour que la France n'ait pas besoin d'un choc salvateur, susceptible de lui permettre de retrouver sa vraie vocation.

« Nous sommes dans la merde, mais ce n'est pas une raison pour la remuer. »

Marcel Bigeard

J'ai mal à la France